

# Le député Patrick Vignal : "Il faut arrêter le massacre dans les centres-villes !"

ABONNÉS il y a 2 heures 17 Recueilli par VINCENT COSTE



Surfaces commerciales : Patrick Vignal veut un moratoire.

PHOTO JEAN-MICHEL MART

TWITTER

**L**e député de l'Hérault Patrick Vignal veut que les cœurs de ville soient labellisés "Grande cause nationale".

Vous présidez l'association Centres-villes en mouvement qui appelle le gouvernement à labelliser ces derniers « Grande cause nationale 2018 ». Pourquoi cet objectif ? C'est une demande de 143 parlementaires et élus locaux membres de l'association. 143 élus qui demandent qu'on s'occupe des centres-villes car il faut bien constater que la politique de la ville a échoué. Et j'en prends ma part. On a confiné les gens dans l'entre-soi et il faut faire revenir les gens dans les centres-villes. C'est la première des priorités : repeupler les centres-villes. Quelles sont les villes concernées ? Au...

Vous présidez l'association Centre-ville en mouvement qui appelle le gouvernement à labelliser ces derniers « Grande cause nationale 2018 ». Pourquoi cet objectif ?

C'est une demande de 143 parlementaires et élus locaux membres de l'association. 143 élus qui demandent qu'on s'occupe des centres-villes car il faut bien constater que la politique de la ville a échoué. Et j'en prends ma part. On a confiné les gens dans l'entre soi et il faut faire

revenir les gens dans les centres-villes. C'est la première des priorités : repeupler les centres-villes.

### **Quelles sont les villes concernées ?**

Au niveau national, on en compte entre 900 et 1000 en difficulté. Dont environ quarante qui sont au bord de l'asphyxie. Les centres désertés, les rideaux des commerces fermés, tous les types de villes sont touchés, même si les plus grandes s'en sortent mieux. Mais elles ne sont pas pour autant toutes épargnées, regardez Montpellier par exemple.

### **Vous dressez un constat, quelles solutions proposez-vous ?**

Il faut des résultats, effectivement, et pour cela, on a besoin d'une volonté politique forte. Et Emmanuel Macron et son gouvernement veulent justement se pencher sur cette problématique, qui n'est pas seulement la problématique du commerce de centre-ville comme on la présente trop souvent. Je crois qu'il faut commencer par sanctuariser nos terres agricoles. On doit garder ces terres et densifier nos villes. Il faut arrêter les permis de construire pour les lotissements et bâtir en vertical.

### **Quelles sont vos autres pistes de réflexion ?**

Nous proposons un moratoire : geler toutes les surfaces commerciales en France un an durant ? Songez qu'en 2016, on a connu une hausse de 22% des autorisations d'implantation de surfaces commerciales dont 90% en périphérie des villes.

Nous disons : arrêtons le massacre ! L'Etat doit aussi montrer l'exemple : la puissance publique, les administrations, les institutions ne doivent plus sortir des cœurs de ville. Comment voulez-vous convaincre des privés de s'installer dans le centre si on construit des tribunaux, des mairies, des hôtels du Département en dehors des centres ?

### **Il y a des tendances contre lesquelles il est parfois difficile de lutter. Par exemple, le e-commerce...**

On doit vivre avec son temps, pas contre son temps. Il faut donc s'adapter aux nouveaux modes de consommation, et trouver des solutions. Tout comme il faut trouver une fiscalité nouvelle, élaborer une loi Pinel pour l'ancien afin que propriétaires, bailleurs, et promoteurs reviennent dans les centres-villes.

Il y a aussi des contraintes urbanistiques à alléger. Et bien sûr, on devra également investir sur la sécurité, l'éclairage public à améliorer, la police de proximité à réinstaller, les caméras de surveillance, etc...

### **Décelez-vous déjà des premiers signes positifs en termes d'action publique ?**

Oui. Ce gouvernement a par exemple compris qu'il fallait créer un Ministère de la Cohésion des territoires, je m'en félicite. J'ai également rencontré la Présidente de Région, Carole Delga, qui serait prête à réfléchir à une Société d'Economie Mixte d'envergure régionale.

En matière d'équipement commercial, il est en effet pertinent d'avoir une vision régionale. Si on a, par exemple, un Ikea à Montpellier et un à Perpignan, il n'est pas nécessaire d'en ajouter un à Narbonne : Je crois savoir aussi que les bailleurs sociaux sont à nouveau prêts à investir massivement dans les centres-villes. Idem pour la Caisse des dépôts et consignations.

### **Que répondez-vous à ceux qui verront une forme d'opportunisme dans cet engagement qui est le vôtre désormais. En vue des prochaines municipales à Montpellier par exemple ?**

Je n'ai rien à prouver. On m'annonce à Montpellier, à Lunel, à Mauguio ? Je ne suis candidat à aucune élection. L'intérêt général doit primer sur l'intérêt personnel. Alors je laisse dire et j'avance. Et je ne lâcherai pas.

**<http://www.midilibre.fr/2017/09/26/le-depute-patrick-vignal-il-faut-arreter-le-massacre-dans-les-centres-villes,1566018.php>**